

STAND UP FOR JOURNALISM AS A PUBLIC GOOD

L'écosystème européen de l'information se trouve à un tournant de son histoire. La mésinformation et la désinformation, le clickbait, la capture des médias, les déserts d'informations au niveau local, les attaques sans précédent contre les journalistes et les conditions de travail précaires entraînant la fuite des cerveaux dans le secteur, ont un impact potentiellement dévastateur sur la qualité du journalisme et le pluralisme des médias. L'utilisation de l'intelligence artificielle présente un grand potentiel, mais également de nombreux risques.

Les élections du Parlement européen de 2024 détermineront l'orientation de l'UE. Nous aurons besoin d'un Parlement européen et d'une Commission qui continuent à s'engager en faveur d'une Europe équitable, dans le respect des droits syndicaux et des droits humains, de l'État de droit, et de la liberté des médias. Ils devront superviser la mise en œuvre de tous les mécanismes réglementaires cruciaux mis en place au cours des cinq dernières années : la directive sur le droit d'auteur, le règlement sur les services numériques, la loi sur l'intelligence artificielle, la directive anti-SLAPP et le règlement européen sur la liberté des médias (EMFA).

À l'approche des élections, la Fédération européenne des journalistes préconise trois points d'action essentiels pour assurer l'avenir du journalisme, qui doit être viable, sûr et éthique:

Encourager un journalisme viable

- Investir massivement : financements publics transparents et sans lien de dépendance, "portefeuille d'audience"; financement philanthropique ;
- Garantir l'indépendance et la pérennité des fonds pour les médias de service public ;
- Taxer les géants de la Big Tech : garantir la rémunération (à part équitable) des contenus journalistiques;
- Assurer une rémunération équitable et des droits d'auteur aux journalistes (et pour les freelances) ;
- Allouer un budget européen permanent pour des projets de journalisme indépendant, pour l'éducation aux médias, pour le recensement des atteintes à la liberté de la presse et pour d'autres formes d'assistance.

Promouvoir la sécurité des journalistes

- Créer un environnement sécurisé pour les journalistes afin de les protéger de la violence physique et en ligne, particulièrement pour les femmes et les groupes marginalisés ;
- Mettre fin à l'impunité ;
- Reconnaître et prévenir les procédures-bâillons visant à réduire les journalistes au silence ;
- Empêcher le déploiement illégal de logiciels espions contre les journalistes.

Réglementer l'intelligence artificielle générative

- Faire de la transparence des données de formation et du contenu généré artificiellement une priorité;
- Imposer la rémunération obligatoire des auteurs pour les contenus journalistiques générés par l'IA ;
- Encourager le développement de lignes directrices pour définir l'utilisation et le développement des systèmes d'IA dans le journalisme ;
- Veiller à ce que l'IA fasse partie intégrante de la formation des journalistes et des professionnels des médias afin de prévenir toute utilisation abusive de l'IA à des fins de désinformation.



La Fédération européenne des journalistes (FEJ), représentant 73 syndicats et associations professionnelles de journalistes dans 45 pays, appelle les responsables politiques de l'UE à défendre le journalisme et les journalistes en Europe.

Nous sommes tous témoins de l'augmentation de la désinformation, d'un modèle économique pour le journalisme indépendant en déclin, et d'un contrôle politique accru sur les journalistes et les médias. Les nouveaux gardiens de l'information, les grandes plateformes en ligne - Big Tech - et leurs modèles économiques de l'attention, érodent la qualité des contenus et les fondements d'un écosystème d'information sain. Tout cela peut impacter considérablement la confiance envers le journalisme, élément le plus important pour le futur de la profession. Cela nous oblige tous, les défenseurs de la démocratie, à nous tenir aux côtés des journalistes et à soutenir, par une approche holistique, le journalisme en tant que bien public. Jamais n'y a-t-il eu de moment plus important pour défendre et soutenir une restitution de l'information précise et éthique. Nous avons besoin de chacun de vous, d'une large alliance, pour améliorer le système informationnel et garantir l'exactitude des faits.

L'Union européenne a œuvré plus que jamais auparavant pour permettre la réalisation de ces recommandations et pour créer un espace plus sûr et durable pour le journalisme en tant que bien public, particulièrement en adoptant le règlement européen sur la liberté des médias (EMFA). L'UE a soutenu de nombreux projets liés à l'autorégulation journalistique, à la liberté de la presse, aux déserts médiatiques, à la sécurité des journalistes, au journalisme d'investigation au niveau transfrontalier, au soutien aux freelances, au dialogue social, aux compétences et à la formation. Au total, environ 50 millions d'euros par an ont été alloués aux organisations de médias.

Ce n'est pas suffisant ! *Le journalisme professionnel indépendant est coûteux, mais constitue le meilleur antidote contre la désinformation. L'engagement du public, les nouveaux formats journalistiques, l'éducation aux médias et la bonne utilisation de l'IA sont essentiels pour faire du journalisme un outil permettant de se connecter, de débattre, d'apprendre et de s'engager dans des discours démocratiques au sein de nos sociétés polarisées. Mais ceci est uniquement réalisable si nous bénéficions de modèles économiques durables qui garantissent des conditions de travail décentes et des rémunérations justes pour les travailleurs des médias.*

STAND UP FOR JOURNALISM AS A PUBLIC GOOD